



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

Luxembourg, le 30 novembre 2015

Réf. 2015/2867A

Dossier suivi par :
Dominique Faber
Tél : 247 86540

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

01 DEC. 2015

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration

à

Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement

Concerne : question parlementaire n° 1530 de Madame la Députée Nancy Arendt.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe ma réponse à la question parlementaire n° 1530 de Madame la Députée Nancy Arendt, en vous priant de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration,

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: - 1 DEC. 2015	
A traiter par:	
A traiter par:	

Corinne CAHEN

**Réponse de Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question
parlementaire n° 1530 de Madame la Députée Nancy Arendt**

La question parlementaire Madame la Députée Nancy Arendt a trait à l'appréciation des ressources du ménage-demandeur lors de l'octroi de la prestation du Revenu minimum garanti.

À ce sujet il y a lieu de se référer d'abord à l'article 2 (1) c) de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti telle qu'elle a été modifiée, article qui arrête que la personne prétendant au revenu minimum garanti « *doit disposer de ressources d'un montant inférieur aux limites fixées à l'article 5 ci-après, soit à titre individuel, soit ensemble avec les personnes faisant partie d'une communauté domestique* ».

La loi impose donc un examen préalable de la situation financière des demandeurs avant de pouvoir prétendre, soit à l'allocation complémentaire, soit à l'indemnité d'insertion voire à l'octroi conjoint des deux prestations, sans toutefois dépasser les limites de revenu.

L'article 19 (1) 3^{ème} paragraphe de la loi citée ci-dessus arrête que « *Par dérogation à la règle générale tracée aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, ne sont pas pris en compte les allocations familiales (...), les aides financières de l'État ainsi que (...)* ».

Partant, les aides financières de l'État pour études supérieures instaurées par la loi du 24 juillet 2014 ne sont pas prises en compte lors de la détermination des ressources des bénéficiaires du revenu minimum garanti.